APPEL UNITAIRE À LA MOBILISATION

Le mouvement social actuel s'est déclenché dans les lycées de banlieue et d'Outre-Mer, avec des revendications légitimes. Nous, jeunes, sommes face à notre avenir. Nous nous révoltons face aux choix politiques qui nous mènent à la guerre, à la catastrophe écologique, au chômage de masse, à la destruction de tous les droits sociaux conquis par la lutte sociale. Sans changement systémique nous savons que notre avenir est bien sombre, mais dès aujourd'hui nous souhaitons des changements notables ne serait-ce que pour soulager nos conditions d'enseignement.

Ainsi nous revendiquons plus de moyens, a minima 10 milliards dans le budget 2027, pour :

- l'adaptation au changement climatique notamment par la rénovation du bâti, les augmentations salariales pour les personnels, l'engagement et la formation de nouve.lle.aux professeur.e.s au lycée et de personnels médicaux, plus de places dans l'enseignement supérieur.

Nous revendiquons aussi :

- l'abrogation de Parcoursup, Monmaster et Bienvenue en France et leur logique de tri social et raciste. Nous exigeons un accès gratuit à la formation pour chaque étudiant.e quelle que soit sa nationalité.

Le budget du gouvernement répond aux intérêts des plus riches et des entreprises : 166 à 211 milliards seront versés aux entreprises en 2027, sans contrôle ni contreparties. Ceci au détriment, de tout.es les salarié·es, des retraité·es, des plus précaires avec l'annonce d'une coupe rase de 54 milliards d'euros : c'est une cure d'austérité pour 3 ménages sur 4.

Nous revendiquons :

- le dégel du point d'indice pour les agent·es de la Fonction publique, l'augmentation des salaires, en commençant par le SMIC à 1700 € net/ mois, la revalorisation des pensions et des retraites complémentaires, le remboursement intégral des soins, l'indexation sur l'inflation de toutes les prestations sociales, le blocage des prix des produits de premières nécessité, notamment le carburant, l'énergie et les produits alimentaires.
- la rénovation et la production massive de logements HLM et résidences universitaires, la baisse des loyers, la revalorisation des APL et la garantie des droits des locataires contre les abus des bailleurs.
- la sécurité sociale intégrale.
- Toutes ces mesures peuvent être financées par le rétablissement de l'impôt sur la fortune, la taxation de l'héritage et des revenus du capital, l'interdiction des niches fiscales, l'imposition des multinationales et le désinvestissement du budget de la Défense et de l'Intérieur, plutôt que d'attaquer les ménages modestes.

Pour seule réponse au mouvement social massif, le gouvernement a déployé une répression féroce qui a consterné les rapporteurs de l'ONU. La liberté d'expression et le droit de manifester ont été attaqués de toutes parts : interdictions de manifester systématiques, interdiction inédite de protections individuelles face à une répression policière historiquement violente, assignation à domicile abusive de militant.es, attaques fascistes des cortèges avec la complicité des forces de l'ordre au lendemain de l'attentat raciste de Trappes.

La criminalisation du mouvement social signe le dépérissement de l'Etat de droit et la fascisation rampante d'un pouvoir qui répond par une répression violente, à toute contestation, à toute revendication, même portées par des millions de personnes.

Nous exigeons:

- le respect de la liberté d'expression et de manifestation.
- l'amnistie pour les personnes poursuivies et réprimées, par des moyens pénaux et administratifs. l'interdiction des armes de
- guerres dans le maintien de l'ordre: grenades, LBD,...

Nous appelons les organisations politiques, syndicales et associatives à soutenir la lutte pour notre avenir à tout.es. Et appelons l'ensemble des travailleur.euses à rejoindre la grève qui doit se généraliser pour contraindre les gouvernements à cesser leurs politiques destructrices.

APPEL UNITAIRE À LA MOBILISATION

REJOINS LA GRÈVE

REJOINS LA MANIFESTATION

LE 17 NOVEMBRE 14H00

PLACE DOMBASLE

Appel soutenue par :